

DREAL-UD69-AC  
DDPP-SPE-OG

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° : DDPP-DREAL 2026-19**  
**modifiant les prescriptions applicables à l'installation exploitée par la société ESSEX**  
**145 avenue de la République à Meyzieu**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est  
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfète du Rhône  
Commandeur de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU la directive 2000/60 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 411-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation notamment son article 2 modifié par arrêté du 28 février 2022 ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° : 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté cadre interdépartemental Rhône n° : DDT-SEN-2024-B\_104 et Isère n° : 38-2024-09-17-00003 du 17 septembre 2024, relatif à la gestion de la ressource en eau en période de sécheresse sur le territoire de l'Est lyonnais ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 mai 2018 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société ESSEX dans son établissement situé 145 rue de la République à Meyzieu ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU le plan de gestion de la ressource en eau de la nappe de l'Est lyonnais approuvé le 7 juillet 2017 par la Commission locale de l'eau du SAGE de l'Est lyonnais ;

VU le courrier de l'exploitant du 13 novembre 2025 concernant la modification du volume maximal prélevable dans les eaux souterraines ;

VU le rapport du 10 décembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis favorable de la commission locale de l'eau (CLE) du SAGE de l'Est lyonnais rendu lors de la séance du 13 janvier 2026 ;

VU la lettre du 22 janvier 2026 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU la réponse du 4 février 2026 de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la Directive Cadre sur l'eau n° : 2000/60/CE susvisée impose aux États Membres de mettre en place une gestion équilibrée de la ressource en eau et de ses usages ;

CONSIDÉRANT que le Plan susvisé de gestion de la ressource en eau (PGRE) de la nappe de l'Est lyonnais, approuvé le 7 juillet 2017 par la Commission Locale de l'Eau, prévoit notamment la révision des autorisations de prélèvements pour les rendre compatibles avec la ressource disponible, en application de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement,

CONSIDÉRANT, de plus, qu'en raison de sa forte exploitation, la nappe fluvio-glaciaire n'est plus aujourd'hui en équilibre et que, depuis plusieurs décennies, les niveaux piézométriques des différents couloirs présentent des tendances baissières ;

CONSIDÉRANT que la société ESSEX exploite sur le territoire de la commune Meyzieu des forages de prélèvement des eaux souterraines situés dans le couloir de Meyzieu ;

CONSIDÉRANT par ailleurs, que l'arrêté préfectoral du 29 mai 2018 susvisé autorise la société ESSEX à prélever 36 000 m<sup>3</sup> par an dans le couloir de Meyzieu ;

CONSIDÉRANT toutefois, que suite à la demande de l'inspection des installations classées pour rendre compatible l'autorisation préfectorale avec le PGRE de la nappe de l'Est lyonnais, l'exploitant a proposé d'abaisser le volume annuel prélevable de 36 000 à 25 000 m<sup>3</sup> par an ;

CONSIDÉRANT dès lors que ces modifications ne revêtent pas un caractère substantiel et, qu'il y a lieu en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement de mettre en cohérence l'autorisation préfectorale délivrée à la société ESSEX avec les objectifs du Plan de gestion de la ressource en eau (PGRE) de la nappe de l'Est lyonnais et de modifier l'arrêté préfectoral du 29 mai 2018 susvisé ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : Bénéficiaire**

La société ESSEX, dont le siège social est situé 145 rue de la République à Meyzieu (69 330), est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires définies dans les articles suivants dans l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Meyzieu, 145 rue de la République.

Ces dispositions complètent ou remplacent les prescriptions des actes antérieurs qui restent applicables.

### **ARTICLE 2 : Alimentation en eau – Prélèvements autorisés**

Les dispositions du point 2.4.2.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 mai 2018 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les points et conditions de prélèvement des eaux dans le milieu naturel, sont précisés ci après.

Pour ses besoins et pour ceux de l'établissement voisin (Von Roll), l'exploitant est autorisé, dans les conditions suivantes, à prélever des eaux souterraines au niveau de deux puits de pompage.

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Prélèvement maximal Puits nord et sud réunis :		
				Annuel (m³/an)	Journalier (m³/j)	Horaire (m³/h) moyenne horaire sur 4H
Eaux souterraines	Couloirs de l'Est lyonnais (Meyzieu, Décines, Mions) et alluvions de l'Ozon	FRDG334	Puits Nord : X = 857 139,5 m Y = 6 520 213,5 m Altitude: 206 m  Puits Sud X = 857 165 m Y = 6 520 088 Altitude: 206 m]	40 000	120	10

Sur ces volumes et pour ses besoins propres, l'exploitant est autorisé à prélever un volume de 25 000 m³/an, soit 90 m³/j.

Les volumes d'eaux de puits prélevés sont mesurés hebdomadairement et reportés sur un registre. Il en est de même des volumes d'eaux de puits à destination de la société Von Roll.

#### Entretien des ouvrages de prélèvement des eaux souterraines

Toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines (cf. arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé). »

#### ARTICLE 3 : Dispositions spécifiques sécheresse

Les dispositions du point 2.4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 mai 2018 modifié sont complétées par les dispositions suivantes :

##### *« Article 2.4.11 : Dispositions spécifiques sécheresse*

##### *2.4.11.1 Adaptation des prélèvements en cas de sécheresse*

*Les prélèvements en eau du site sont soumis aux prescriptions de l'arrêté cadre sécheresse fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse du territoire interdépartemental de l'Est lyonnais. »*

#### ARTICLE 4 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Meyzieu et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Meyzieu pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Meyzieu fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations – Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Rhône.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1<sup>er</sup> jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône - direction départementale de la protection des populations - 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

## **ARTICLE 6 : EXÉCUTION**

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire de Meyzieu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ESSEX.